

Financements et acteurs de l'externalisation des politiques migratoires espagnoles

L'Espagne est l'un des principaux États membres de l'Union européenne (UE) à utiliser l'aide au développement comme monnaie d'échange afin que les pays d'origine et de transit africains s'engagent à contrôler davantage leurs frontières. Cette « coopération » passe à la fois par des investissements directs de fonds publics européens ou nationaux dans des projets de défense et sécurité qui financent une partie des tâches de contrôle et militarisation des frontières dans les pays dits tiers mais aussi par l'octroi de fonds d'aide au développement dans les pays d'origine et de transit conditionnés au contrôle migratoire et/ou des projets de développement orientés vers le contrôle de la mobilité.

Instruments financiers

FAMI (Fond Asile et Migration de l'UE) : Les dépenses destinées à la coopération policière de l'Espagne avec les pays tiers s'élevaient à 14,2M d'euros en 2014

FSI (Fond de sécurité intérieure de l'UE) : Programme FSI frontières : 248.423.640,00 €
Total FAMI/FSI Espagne : 737M
Total FAMI/FSI Urgence Espagne : 42 M

Fond Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique (FFUA) : 1800 millions d'euros du Fond Européen de Développement + apports des pays membres (l'Espagne apporte **9 millions d'euros**).

FONPRODE (instrument financier de la coopération espagnole) : 664,12 millions d'euros en 2019.

Fond Espagne-CEDEAO pour la migration et le développement : 10 millions d'euros.

Fond de financement de Frontex : Les opérations concernant l'Espagne en 2018 ont représenté 20.439.161 euros (en 2017, le budget pour les opérations espagnoles était de 9.982.541 euros)

Acteurs

Agences publiques de coopération espagnoles : AECID et FIIAPP

Organes gouvernementaux : Ministères de l'Intérieur et de la Défense espagnols et des pays associés,

Union Européenne : Commission Européenne, Frontex

Organisations internationales : Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), International Center for Migration Policy Développement (ICMPD)

Corps policiers et militaires espagnols et de pays associés (garde civile espagnole, gendarmeries)

Industrie militaire et de sécurité : l'entreprise de technologies de sécurité INDRA est celle qui a le plus de contrats liés aux contrôles des frontières en Espagne¹.

Programmes

- **Équipe Conjointe d'Enquête Niger (2017-2019, reconduction prévue)**

Objectif : Freiner l'immigration irrégulière

Comment ? Formation de la police nigérienne (échanges de pratiques, récupération et analyses de données) + Équipe conjointe d'investigation en matière de lutte contre la migration irrégulière

Exécution : Police nationale espagnole, française et nigérienne

Gestion : Fondation Internationale Ibéro américaine d'Administration et Politiques Publiques (FILAPP)

Financement : Fond Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique (FFUA) → 6.000.000 euros

- **Renforcement de la gestion et gouvernance des migrations, du retour et de la réinsertion des migrants au Mali (2017-2019)**

Objectif : Renforcer la gestion des migrations et assurer la protection, le retour et la réintégration des maliens et des personnes migrantes au Mali vers leurs pays d'origine.

Comment ? Organisation des retours, soutien et formation des autorités nationales en échange d'informations sur les causes de la migration, les flux et les tendances. Collecte de données, y compris biométriques, et création de profils migratoires (installation de « points de suivi de flux »). Sensibilisation et dissuasion dans les zones de départ.

Exécution : Organisation Internationale des Migrations (OIM) et AECID

Gestion : AECID → 3.200.000/ OIM → 11.800.000

Financement : FFUA → 15.000.000 euros

- **Gestion et gouvernance des migrations, retour et réintégration au Sénégal (2017-2020)**

Objectif : Contribuer au renforcement de la gestion et gouvernance des migrations et assurer la protection, le retour et la réintégration durable des migrants.

Comment ? Renforcer les capacités institutionnelles des institutions à charge de la migration à tous les niveaux, notamment sur la prise en charge des retours, consolider les systèmes d'assistance et réintégration.

Exécution et gestion : AECID (Budget AECID : 9.500.000), OIM, Agence Française de Développement, Direction Générale des Sénégalais à l'Extérieur.

¹En 2017, INDRA participait dans 60 opérations liées au contrôle frontalier pour une valeur de près de 110 millions d'euros.

Financement : FFUA, AFD, État Sénégalais → 31.900.000

- **Blue Sahel (2017-2019)**

Objectif : Lutter contre la migration irrégulière, le trafic de drogues et la menace terroriste.

Comment ? Création de patrouilles transfrontalières et d'unités d'intelligence et activités de formation et de coopération.

Exécution : Guardia Civil espagnole avec les gendarmeries nationales mauritaniennes, maliennes, sénégalaises et guinéennes, la garde nationale de Guinée Bissau, Services d'Immigration et marine gambienne, police nationale et garde-côtes du Cap vert.

Gestion : Ministère de l'Intérieur espagnol

Financement : 2,5 millions d'euros (80% de l'UE et 20% de l'Espagne)

- **GAR-SI: Burkina, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal (2017-2019)**

Objectif : Arriver à un contrôle efficace du territoire et créer les conditions favorables pour une meilleure coopération transfrontalière et régionale entre les pays bénéficiaires du projet. Lutter de manière plus efficace contre les menaces transnationales (terrorisme, migration, trafic de drogues)

Comment ? : Création d'Unités spéciales dans les pays du G5 Sahel et au Sénégal pour lutter contre « toutes les menaces à la sécurité ».

Exécution : Guardia Civil, Gendarmerie Nationale française, Carabineros, Guardia Nacional portugaise et ponctuellement d'autres organismes associés pour le soutien technique

Gestion : FIIAPP

Financement : FFUA → 42.000.000 euros

- **Al Ksar : Formation de la gendarmerie nationale de Mauritanie par la Garde Civile espagnole (sécurité aéroportuaire et surveillance des frontières terrestres)**

Objectif : Renforcer les capacités de la gendarmerie mauritanienne pour une meilleure surveillance et contrôle du territoire et de certaines zones spécifiques, soutien dans la mise en place de patrouilles transfrontalière au niveau du Sahara Occidental.

Exécution : Direction fiscale et des frontières de la Guardia Civil espagnole

Gestion : Ministère de l'Intérieur espagnol et mauritanien

Financement : FFUUA → 600.000 euros

- **Opération Hera (2006-actualité)**

Objectif : Éviter l'entrée irrégulière de personnes migrantes dans l'UE par la mer, identifier les personnes migrantes en vue de leur rapatriement, recueillir des informations pour lutter contre les réseaux de trafic de personnes.

Comment ? Surveillance des frontières maritimes entre les côtes africaines (Sénégal) et les îles Canaries avec deux patrouilles de la Guardia civil, un hélicoptère de la police nationale espagnole, le vaisseau Rio Tajo et un avion de surveillance maritime de l'armée française. Les opérations se dirigent depuis un centre de coordination international basé à Madrid et le centre régional de Las Palmas.

Exécution : Guardia Civil espagnole avec la participation de la France

Financement et gestion : Frontex → 1.278.814 euros en 2018

Le transfert de fonds européens ou espagnols vers le Maroc pour freiner les migrations n'est pas une nouveauté, néanmoins depuis 2018 cette coopération s'est largement intensifiée. Sur les 238 millions d'euros de l'UE destinés à la collaboration avec le Maroc depuis 2014 (exécutés principalement par l'Espagne et ses agences de coopération), 73% est destiné à la gestion des frontières, à la mobilité et à la lutte contre le trafic de personnes et migrant.e.s.

- **Programme du FFUA : Soutien à la gestion intégrée des frontières et de la migration au Maroc(2018-2020, avec possibilité d'extension)**

Objectif : Lutter contre la migration irrégulière, renforcer les capacités des institutions marocaines à protéger, surveiller et contrôler les frontières.

Comment ? Achat d'équipement et de véhicules pour la surveillance des frontières terrestres et maritimes, renforcement des patrouilles conjointes entre forces de sécurité espagnoles et marocaines sur les deux territoires, équipes conjointes d'investigation, échange d'informations et analyses de risques via les centres de coopération policière de Tanger et Algeciras.

Exécution : FIIAPP (en charge de la relation avec la Commission européenne)

Gestion : Ministère de l'Intérieur du Maroc, délégation de l'UE, autorités marocaines et FIIAPP

Financement : FFUA → 40.000.000 euros

- **Opération Indalo (2006-actualité)**

Objectif : Contrôle de la frontière maritime de l'Espagne dans le sud de la péninsule

Comment ? Formation et échange de personnel dans les MRCC (Centres de Coordination de Sauvetage en Mer) en Espagne et au Maroc.

Exécution : Garde Civile, agents de Frontex, collaboration du Maroc et autres états africains.

Gestion : Gouvernement Espagnol et Frontex

Financement : Frontex, 18.169.380 euros en 2018

2019 : Le ministère de la Défense espagnol déploie des moyens de l'armée de terre et de l'armée de l'air pour empêcher que les personnes migrantes ne quittent le Maroc. Échange d'informations dans les opérations de sauvetage le but étant de faire en sorte que le Maroc prenne en charge les sauvetages de personnes migrantes en mer d'Alborán et dans le détroit de Gibraltar. Le ministre de l'Intérieur espagnol a réaffirmé à cette occasion que tous les ports du Maroc étaient sûrs et qu'on pouvait y demander l'asile.

- **Opération Minerva :**

Objectif : Lutter contre la migration irrégulière a la frontière sud espagnole.

Comment ? Déploiement d'agents espagnols et de 15 autres États de l'UE pour renforcer les inspections dans les ports d'Algésiras, Tarifa et Ceuta.

Exécution : Garde Civile

Gestion : Gouvernement espagnol et FRONTEX

Financement : FRONTEX → 990.957 euros en 2018

FOCUS : La Fondation Internationale et Ibéro-américaine d'administration et de politiques publiques (FIIAPP)

Moins connue que l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID), la FIIAPP est pourtant un des acteurs clés de la coopération espagnole pour le développement et depuis 2012 un des bras d'exécution de la politique d'externalisation des frontières de l'Union européenne en Afrique.

59% des projets en 2018 étaient gérés en coopération déléguée, ce qui signifie que la FIIAPP assume un rôle comparable à celui de la Commission européenne dans la mise en place de programmes et de projets.

Quelques textes de références qui encadrent le plan opérationnel pour le premier trimestre 2019 :

- Stratégie globale de l'Union européenne (lien migration /développement)
- Conclusions du sommet de la Valette et du FFUA (2015/2017)
- Plan d'action sur le trafic de migrant.e.s (2015-2020)

Concrètement cela veut dire qu'une grande partie des fonds ne sont pas destinés au développement et à la coopération avec les pays d'Afrique mais déviés à des fins sécuritaires : sur l'année 2018, 50% des projets exécutés par la FIIAPP étaient rattachés à la sécurité et à la lutte contre le crime organisé (qui comprend la lutte contre la migration irrégulière et le trafic de migrant.e.s).

Les conséquences directes de la mise en place de ces projets passent par le contrôle renforcé et militarisé des frontières, la construction de barrages et de centres de détention pour les personnes en migration. Ce sont donc des entraves supplémentaires à la mobilité de ces personnes qui les poussent à emprunter des routes toujours plus dangereuses.